MAGAZINE

LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE, TELLE UN PROJET COMMUN
Président d'EZA, Luc Van den Brande, au sujet de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

« NOTRE AMBITION EST D'AVOIR UNE INCIDENCE POSITIVE SUR LA VIE DE MILLIONS D'EUROPÉENS »
Entretien avec Nicolas Schmit.

MÉDIAS SOCIAUX ET COMMUNICATION NUMÉRIQUE
EZA emprunte de nouvelles pistes à Lublin.

ENTREPRISES EN PROPRIÉTÉ DE RESPONSABILITÉ
Une nouvelle forme d'entreprise pour enrichir la démocratie et la durabilité.

NUMÉRO 2/2021

ÉDITORIAL

Chers lecteurs, chères lectrices, chers et chères collègues,

Lorsque, récemment, les médias nous ont répercuté les images inimaginables de la catastrophe engendrée par les inondations dans notre région, ici même, à la frontière entre la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et la Rhénanie-Palatinat, l'EZA a reçu de nombreuses demandes imprégnées d'inquiétude. Dieu merci, nous ne figurons pas au nombre des victimes directes. J'ai été très touchée par la solidarité et l'empathie du réseau EZA. La vague de dons et la volonté d'aider provenant de toute l'Allemagne et d'autres pays européens a pris des proportions incroyables. Dans toute l'Allemagne, des milliers de personnes se sont spontanément armées de pelleteuses et de pioches pour aller aider sur le terrain.

Mais les ravages ne sont pas limités au périmètre de notre région : presque sans interruption, d'autres mauvaises nouvelles nous parviennent de feux de forêt dévastateurs en Grèce et en Sicile ou d'inondations dans le nord de l'Italie, autant d'images qui ne nous étaient pas étrangères mais qui provenaient essentiellement d'autres régions de notre planète. Le lien entre ces catastrophes naturelles et le changement climatique est indéniable. Les enseignements à en tirer font, une fois de plus, l'objet d'un débat plus qu'animé et les propositions – une fois de plus – manquent souvent d'ambition. L'auteure allemande Carolin Emcke, lauréate de plusieurs prix, qui écrit notamment pour les quotidiens Die Süddeutsche et El País, lance un appel pour que les réflexes politiques superficiels ne masquent pas la vision impitoyable de l'ampleur de notre propre autodestruction et de la tâche herculéenne de la transformation radicale dont nos sociétés européennes devraient s'acquitter. Elle parle de la « fin d'un mode de vie » qui est « irrémédiablement perdu ». « Nous devrions faire le deuil de toutes ces années perdues où nous aurions déjà pu mieux connaître, mieux savoir, mais ne l'avons pas fait. Nous n'avons pas changé notre mode de vie. »

À la mi-juillet, la Commission européenne a présenté son plan « Fit for 55 » (Ajustement à l'objectif 55) pour la mise en œuvre concrète du Pacte vert. L'UE s'est fixé comme objectif climatique de réduire de 55 % pour 2030 ses émissions de CO2 par rapport à l'année 2019 et d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Outre des mesures concrètes telles que l'extension du système d'échange de quotas d'émission et de la e-mobilité, un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et un fonds social pour le climat sont prévus pour protéger l'économie européenne et atténuer les répercussions sociales. Dans les mois à venir, la forme que prendront les douze propositions législatives fera l'objet de discussions acharnées tant à Bruxelles que dans les États membres. Les organisations de travailleurs lutteront pour un changement social qui compense les pertes d'emploi et garantit des emplois de qualité assortis d'un salaire équitable. Il est indispensable pour nous d'adopter des mesures honnêtes, courageuses et rapides pour réaliser la transformation socio-écologique de notre société et de notre économie.

Ce sera également un grand défi pour l'EZA d'assurer la neutralité climatique de son travail européen d'éducation. La distanciation sociale exigée par la pandémie nous a appris dans la douleur que notre travail se nourrit de contacts interpersonnels directs.
Je vous souhaite une très agréable lecture !

Cordialement,
Sigrid Schraml, Secrétaire générale

SOMMAIRE

4
LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE, TELLE UN PROJET COMMUN :
Président d'EZA, Luc Van den Brande, au sujet de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

6
ENTRETIEN AVEC NICOLAS SCHMIT

9
MÉDIAS SOCIAUX ET COMMUNICATION NUMÉRIQUE :
EZA emprunte de nouvelles pistes à Lublin.

12
ENTREPRISES EN PROPRIÉTÉ DE RESPONSABILITÉ :
Une nouvelle forme d'entreprise pour enrichir la démocratie et la durabilité.

14
ADRESSE

LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE, TELLE UN PROJET COMMUN

Président d'EZA, Luc Van den Brande, au sujet de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Pour l'EZA, la Conférence sur l'avenir de l'Europe est un point important de son programme d'éducation. Dès le mois de juin, EZA a organisé un séminaire de lancement et communiqué les informations les plus marquantes sur les idées inspiratrices de la Conférence et les principes de base pour y contribuer. Au cours des prochains mois, l'EZA organisera d'autres événements afin d'offrir une plateforme de débat – à la fois numérique et présentielle – pour les centres membres d'EZA et les autres publics intéressés. Le Président d'EZA, Luc Van den Brande, appelle tout un chacun à s'engager dans la discussion. Lisez son commentaire :

PRÉSIDENT D'EZA, LUC VAN DEN BRANDE

TEXTE : Luc Van den Brande / Lukas Fleischmann
PHOTOS : Lukas Fleischmann

Nous vivons actuellement une période de changements multiples en Europe : le changement climatique, la numérisation, la gestion des conséquences de la pandémie de Covid-19. Ce sont autant de défis qui détermineront l'action politique et sociale, et les organisations de travailleurs devront jouer leur rôle pour que les changements aillent dans la bonne direction. Il sera particulièrement important de veiller à ce que, comme le dit la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, « personne ne soit laissé pour compte ». En tant qu'organisations de travailleurs, nous avons notre mot à dire, une parole forte à faire entendre. Nous devons commenter le Pacte vert de l'UE et décliner notre vision de l'écologisation de l'économie. Par ailleurs, nous devons répondre à la question de notre degré de préparation à une Europe numérique et ce qu'implique une économie numérisée. Je vous encourage à réfléchir à une Europe plus forte dans le monde. Je vous invite à améliorer notre démocratie et à promouvoir notre mode de vie. Cela est particulièrement important lorsqu'il s'agit de soutenir des personnes qui ont vécu et vivent des difficultés, et sont défavorisées sur le marché du travail.

L'avenir de l'Europe dépendra essentiellement de notre capacité à donner aux plus vulnérables un travail décent et une place qui leur insuffle le sentiment d'être un élément de valeur dans la société européenne. Réfléchir à l'avenir de l'Europe est plus que nécessaire mais c'est aussi une tâche gigantesque. À mon avis, il est important de se saisir de bonnes propositions et de commencer à agir. Nous devons éviter l'écueil de l'attente de nouvelles discussions sur les traités. Il est sage de s'emparer des dispositions des traités actuels et de ne pas s'égarer dans des discussions théoriques. Pour nous, cela signifie que les partenaires sociaux ne doivent pas seulement être des observateurs mais des partenaires structurels dans l'élaboration des politiques. Pour preuve, n'hésitons pas à évoquer la vitesse d'escargot avec laquelle le Socle européen des droits sociaux, déclaré à Göteborg (2017), est transposé en règlements concrets. Le suivi des initiatives n'a eu lieu que lors du Sommet social à Porto en mai 2021, beaucoup trop tard !

L'UE doit entrer en contact avec les citoyens car plus qu'une plateforme d'États membres, elle est une communauté vivante de citoyens. La subsidiarité en tant que fondement de la politique de l'UE est un principe gratifiant, mais il devrait être traité plus horizontalement et engager toutes les parties prenantes de notre société commune. La plus grande erreur est de croire que seules les décisions institutionnelles peuvent bonifier un changement.

Nous avons besoin de structures de gouvernance au niveau européen. Ouvrons donc également la discussion sur l'opportunité d'élire le président de l'Europe et d'opter pour le concept de « candidats têtes de listes ». Pour que l'UE puisse relever les défis actuels, nous avons besoin d'une bonne gouvernance. Nous savons tous qu'il est beaucoup plus facile de parler de propositions que de les mettre en œuvre. Mais nous avons besoin d'idées nouvelles, de persévérance et d'action engagée. Pour y parvenir, nous avons besoin d'une réflexion intense, d'une évaluation des expériences existantes et d'une approche holistique. L'Europe compte sur votre contribution

« NOTRE AMBITION EST D'AVOIR UNE INCIDENCE POSITIVE SUR LA VIE DE MILLIONS D'EUROPÉENS »

Nicolas Schmit, commissaire européen à l'Emploi et aux droits sociaux, sur l'avenir de la politique sociale dans l'Union européenne

NICOLAS SCHMIT, COMMISSAIRE EUROPÉEN À L'EMPLOI ET AUX DROITS SOCIAUX

INTERVIEW : Mon Verrydt, Lukas Fleischmann
PHOTOS : EC AV Service

EZA : Monsieur Schmit, l'événement le plus important dans l'histoire récente du Socle européen des droits sociaux a été le sommet de Porto en mai 2021. Ce Socle fut cependant proclamé en 2017 lors du sommet de Göteborg. Pourquoi parlons-nous encore de sa mise en œuvre quatre ans plus tard ? Où percevez-vous des avancées au cours de cette période ?

Nicolas Schmit : C'est à Göteborg que tout a commencé. C'est là que le Socle européen des droits sociaux a été lancé. Et il est certain que de nombreux progrès sociaux ont été engrangés depuis lors comme, par exemple, la directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, et la recommandation sur l'accès à la protection sociale des travailleurs et des indépendants. Mais le sommet social de Porto a changé la donne. La dimension sociale est plus que jamais ancrée dans les politiques européennes. La déclaration de Porto est très concrète, elle contient des engagements politiques clairs pour développer une Europe forte, inclusive et sociale. Nous transformons les principes du Socle en actions qui seront ressenties par les citoyens européens qui les revendiquent.

EZA : Par ailleurs, lors du sommet de Porto, l'agenda social pour la prochaine décennie a été annoncé. Dix ans, c'est long. Quel type de jalons voyez-vous au cours de cette période ?

Nicolas Schmit : Nous devons rapprocher l'Europe des préoccupations de ses citoyens. Notre objectif est d'assurer une incidence positive sur la vie de millions d'Européens. Alors que nous continuons à sortir de la crise sanitaire, nous devons envoyer un signal très fort à tous les Européens pour leur montrer que l'UE se préoccupe de leurs moyens de subsistance, de leurs emplois et de leur bien-être. Dans le plan d'action du Socle, nous avons fixé trois grands objectifs que l'UE doit atteindre pour 2030 : au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans doivent avoir un emploi ; au moins 60 % de tous les adultes doivent participer à une formation chaque année ; le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale doit être réduit d'au moins 15 millions. Parce que nous devons nous remettre d'une crise et que d'importantes transitions nous attendent, nous avons besoin d'une politique du marché du travail qui favorise la mobilité, donne à tous les travailleurs les meilleures chances possibles, crée des emplois de qualité et aide les entreprises à trouver les personnes les plus qualifiées. Il est donc essentiel qu'au cours des prochaines années, les

« NOUS DEVONS RAPPROCHER L'EUROPE DES PRÉOCCUPATIONS DE SES CITOYENS. NOTRE OBJECTIF EST D'ASSURER UNE INCIDENCE POSITIVE SUR LA VIE DE MILLIONS D'EUROPÉENS. »

États membres continuent à mettre en place des politiques actives du marché du travail.

EZA : Pour que le Socle fonctionne correctement, la Commission compte sur le soutien des États membres. Mais tous ne semblent pas soutenir inconditionnellement les plans de la Commission. Comment pouvez-vous garantir la poursuite de la mise en œuvre du Socle alors que le pouvoir réel reste entre les mains des gouvernements nationaux ?

Nicolas Schmit : Je ne suis pas d'accord pour dire que tous les États membres ne soutiennent pas les plans de la Commission visant à mettre en œuvre le Socle des droits sociaux, bien au contraire ! Tous les États membres ont soutenu le plan d'action que nous avons présenté en mars, et le Conseil européen a signé la déclaration de Porto, ce qui prouve l'engagement des États membres. La Commission est bien sûr consciente de ses limites lorsqu'il s'agit de définir la politique sociale : celle-ci est en effet largement entre les mains des États membres. Le rôle de la Commission est d'offrir des orientations, de formuler des recommandations, d'encourager l'échange de bonnes pratiques et, le cas échéant, de proposer une législation.

Prenons l'exemple du sans-abrisme. En juin, nous avons lancé la Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme. Le logement et l'assistance aux sans-abri sont prévus par le principe 19 du Socle européen des droits sociaux, et c'est bien aux autorités nationales, régionales et aux villes de s'en occuper. Cependant, le sans-abrisme est un problème européen, et nous devons y faire face ensemble. Le 21 juin, tous les États membres - ainsi que les institutions européennes, la société civile et les partenaires sociaux – se sont engagés à travailler ensemble pour réduire radicalement le sans-abrisme en Europe grâce, en grande partie, à l'impulsion donnée par l'UE.

NICOLAS SCHMIT, COMMISSAIRE EUROPÉEN À L'EMPLOI ET AUX DROITS SOCIAUX

« LE BON FONCTIONNEMENT D'UNE ÉCONOMIE SOCIALE DE MARCHÉ NÉCESSITE UN DIALOGUE SOCIAL EFFICACE ENTRE DES PARTENAIRES SOCIAUX ACTIFS. RENFORCER ET PROMOUVOIR LE DIALOGUE SOCIAL ET LA NÉGOCIATION COLLECTIVE PAR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EST UN OBJECTIF IMPORTANT POUR CETTE COMMISSION ET POUR MOI PERSONNELLEMENT. »

EZA : Poursuivons avec la Conférence sur l'avenir de l'Europe, qui vient de commencer. Quelles sont vos attentes ? Êtes-vous en faveur d'un transfert plus significatif de compétences de la politique sociale vers le niveau de l'UE ?

Nicolas Schmit : Je pense qu'il existe clairement des domaines de la politique sociale dans lesquels l'UE peut jouer un rôle d'orientation important. Par exemple, nous sommes en train de mettre en place un cadre pour garantir que les travailleurs qui gagnent le salaire minimum dans leur pays, aient les moyens d'une vie décente, et ne soient pas confinés au seuil de pauvreté. Je suis en faveur de tout système permettant une bonne collaboration et l'engagement de faire de l'Europe une société plus inclusive et plus juste. Je suis certainement d'accord pour dire que dans certains cas, passer de l'unanimité à la majorité qualifiée serait un changement constructif. La société de 2021 est radicalement différente de celle de 1957, notamment le monde du travail. Le statut de l'emploi est plus complexe, nous avons des plateformes en ligne qui n'existaient pas auparavant.

EZA : À votre avis, quel rôle jouent les partenaires sociaux dans cette conférence ?

Nicolas Schmit : Il est essentiel que les partenaires sociaux jouent un rôle actif dans la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Ils représentent les points de vue et les positions des travailleurs et des entreprises en Europe. Le bon fonctionnement d'une économie sociale de marché nécessite un dialogue social efficace entre des partenaires sociaux actifs. Renforcer et promouvoir le dialogue social et la négociation collective par le renforcement des capacités est un objectif important pour cette Commission et pour moi personnellement. En juillet 2020, j'ai nommé Andrea Nahles, ancienne ministre fédérale allemande du travail et des affaires sociales, conseillère spéciale en matière de dialogue social et je lui ai demandé de rédiger un rapport sur les modalités de concrétisation de cet objectif. Elle a remis son rapport et bon nombre de ses recommandations figurent dans le plan d'action du Socle européen des droits sociaux.

MÉDIAS SOCIAUX ET COMMUNICATION NUMÉRIQUE : EZA EMPRUNTE DE NOUVELLES PISTES À LUBLIN

La série de séminaires sur les médias sociaux et la communication en ligne innovante est entrée dans sa deuxième phase

SÉMINAIRES SUR LES MÉDIAS SOCIAUX ET LA COMMUNICATION

TEXTE : Lukas Fleischmann
PHOTOS : Lukas Fleischmann

Lublin – Podcasting, storytelling, stratégies de médias sociaux : en raison pas uniquement de la pandémie, les canaux numériques et les nouveaux modes de communication se sont considérablement développés. Le programme d'éducation d'EZA a tenu compte de ces évolutions et a proposé le séminaire « Médias sociaux et communication innovante pour les organisations de travailleurs », sous une forme hybride pour la deuxième fois depuis 2020. Environ 25 participants se sont rencontrés à la fois en ligne et sur le lieu du séminaire à Lublin, en Pologne, pour valoriser leurs compétences en communication numérique.

« Nous devons être extraordinaires », a déclaré Mirek Urban. Le psychologue et coach a présenté l'art du storytelling, une technique qui utilise les règles de la narration pour présenter agréablement des informations. « Tout ce qui est normalisé, standard n'est plus remarqué. Pour nous faire remarquer en tant qu'organisation de travailleurs, nous devons réfléchir aux modalités de proposition de notre contenu. » Urban a donné un aperçu des résultats d'études psychologiques, dont on peut tirer des conclusions en termes d'attention et de prise de conscience. Fondamentalement, les organisations de travailleurs doivent mieux s'inspirer de l'environnement et d'internet dans leur communication. « Cela commence par la création de mèmes et se poursuit par la structuration dramaturgique de textes ou de messages téléchargés (posts) que j'utilise pour mon travail médiatique », a déclaré le formateur.

De la théorie à la pratique

Si les participants ont appris la partie théorique de la narration, ils ont aussi appris le fonctionnement des appareils photo ou caméras et ont reçu des conseils pratiques sur la composition des images. « Les utilisateurs de médias sociaux accordent de plus en plus d'attention à la qualité des images. Les organisations de travailleurs doivent en tenir compte, sous peine de ne plus être prises au sérieux à un certain moment », a expliqué le formateur Lukas Fleischmann. À l'atelier sur l'image, le formateur a ajouté l'après-midi un aperçu du podcasting, ce média très en vogue qui a connu un essor rapide, notamment pendant la pandémie. « Avec le podcasting, nous pouvons singulièrement nous engager plus profondément dans le contenu. La consommation de podcasts étant principalement axée sur des intérêts particuliers, les organisations de travailleurs occupent une position idéale pour lancer leurs propres chaînes », explique Lukas Fleischmann. Des études montrent qu'apprendre est la principale motivation des personnes qui écoutent des podcasts. « Il y a beaucoup d'institutions éducatives dans le réseau d'EZA et les syndicats classiques sont aussi, à leur manière, des prestataires d'éducation. Il y a là un gisement qui peut être exploité pour développer une série de podcasts. »

MIREK URBAN, LE PSYCHOLOGUE ET COACH

PAULINA SIEWIERSKA-KOWALCZYK, PDG DE STARTUP LUBLIN

Planifier le contenu avec la méthode SMART

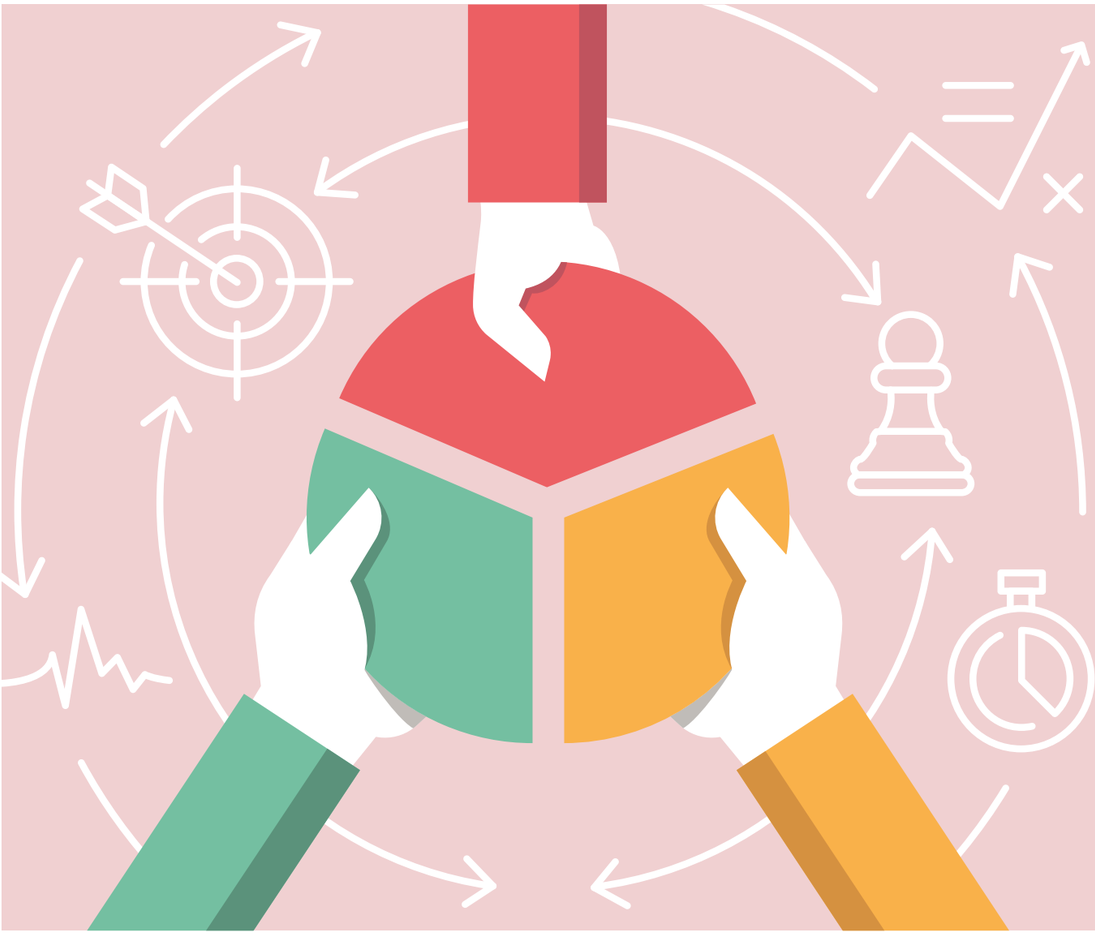
La troisième partie de l'atelier a consisté en un rapport d'étape sur les tendances actuelles des médias sociaux en 2021. L'accent a été mis sur la recherche de groupes cibles appropriés pour les canaux respectifs et sur la conception de contenus et de messages adaptés. Paulina Siewierska-Kowalczyk, PDG de StartUp Lublin, a présenté aux participants la stratégie SMART (spécifique, mesurable, atteignable, pertinence et réalisme, limité dans le temps) lors de la planification d'un contenu significatif pour les médias sociaux : « Toute conception commence par une définition claire de ce que vous voulez atteindre. » C'est ici que commence la partie que nous qualifions de « spécifique » : Ma volonté est-elle d'élargir ma portée, de développer les interactions avec mes messages téléchargés (posts) ou encore de présenter Instagram comme un nouveau canal ? Pour chaque question, il y a différentes façons de procéder et démarches », a déclaré Mme Siewierska-Kowalczyk. L'étape numéro deux est celle de la mesurabilité des résultats. « À quelle aune dois-je fixer mes mesures ? Est-ce qu'il me suffit d'obtenir de nouveaux suiveurs (followers) sur Instagram ou est-ce que je veux augmenter la portée de mes messages téléchargés de 30 % ? », s'est interrogée la PDG de StartUp Lublin en évoquant quelques aspects à prendre en considération. Enfin, la pertinence doit encore être vérifiée. « Que retirent des médias sociaux les utilisateurs en interne ? Par exemple, mon souhait est-il de réduire les préjugés sur mon travail ou simplement valoriser la sensibilisation à mon organisation ? » s'est interrogée Paulina Siewierska-Kowalczyk. Le terme « limité dans le temps », a-t-elle précisé, signifie que les résultats seront examinés sur une période déterminée. « Six mois ou un an plus tard, vous vérifiez alors ce que la nouvelle stratégie de médias sociaux a permis de réaliser et vous prenez, ensuite, des mesures supplémentaires ou réajustez la stratégie le cas échéant.

Dans toute stratégie SMART, les différents canaux et leurs caractéristiques doivent être pris en compte : « Sur Twitter, nous pouvons avoir accès à des personnes complètement différentes de celles qui fréquentent Instagram », a expliqué Siewierska-Kowalczyk, « mais c'est aussi une opportunité immense : nous pouvons concevoir du contenu spécifique pour les différentes plateformes. Sur Twitter, nous sommes principalement en contact avec des politiciens et des journalistes. Sur Tik-Tok, nous pouvons rejoindre des personnes qui pourraient être intéressantes pour nos organisations de jeunesse. » Elle a poursuivi en affirmant que différents préjugés devaient être balayés comme, par exemple, l'élargissement d'Instagram, de simple plateforme pour les influenceurs de mode, elle devient également de plus en plus une plateforme d'information.

Cet article a été rédigé dans le cadre du séminaire d'EZA « Médias sociaux et communication innovante pour les organisations de travailleurs », qui a eu lieu à Lublin (Pologne) en juillet 2021. Le cours a été organisé par Europejski Dom Spotkań – Fundacja Nowy Staw en coopération avec EZA. Les lecteurs intéressés peuvent contacter EZA pour avoir accès aux présentations et au matériel du séminaire à EZA.

ENTREPRISES EN PROPRIÉTÉ DE RESPONSABILITÉ

Une nouvelle forme d'entreprise pour enrichir la démocratie et la durabilité



TEXTE : Lukas Fleischmann
PHOTOS : Gregor Ernst

Bien que minoritaires, ces entreprises en propriété de responsabilité existent déjà bel et bien en Allemagne. Des grandes entreprises traditionnelles comme Bosch aux petites start-ups comme le moteur de recherche Ecosia considèrent l'association de responsabilité et de propriété comme une opportunité de développement. L'idée qui sous-tend cette forme d'économie a une explication simple. Les actifs demeurent liés à l'entreprise. En d'autres termes, le contrôle de l'entreprise est confié à des personnes qui ont des liens à long terme avec elle et sont appelées « fiduciaires ». Leur rémunération est celle habituellement pratiquée dans le secteur et leur pouvoir de décision est un plein pouvoir mais « les bénéfices et les actifs demeurent dans l'entreprise. Lesdits fiduciaires en assument la responsabilité mais pas les actifs, d'où la dénomination de l'entreprise », explique Gregor Ernst, membre du conseil d'administration de la Stiftung Verantwortungseigentum (Fondation pour la propriété en responsabilité) en Allemagne. L'objectif de la propriété responsable, dit-il, est de maintenir l'indépendance des entreprises à long terme.

GREGOR ERNST, MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA STIFTUNG VERANTWORTUNGSEIGENTUM (FONDATION POUR LA PROPRIÉTÉ EN RESPONSABILITÉ) EN ALLEMAGNE

Le problème de l'ancrage juridique

La pratique est déjà courante dans de nombreuses entreprises familiales, mais cette forme de gestion pourrait également gagner en importance à l'avenir dans les entreprises non-familiales. Toutefois, une pierre d'achoppement est l'absence de forme juridique reconnue, du moins en Allemagne et, par conséquent, elles doivent se tourner vers des consortiums de fondations. Gregor Ernst précise : « Ces formes juridiques étant trop coûteuses et complexes pour les petites et moyennes entreprises, nous militons pour une nouvelle forme juridique : la société à patrimoine lié ou à actifs immobilisés. »

Il y a cependant une résistance à ces revendications. Les critiques craignent que cette nouvelle forme contourne un des principes de l'économie sociale de marché en découplant la responsabilité et la propriété. Rainer Kirchdörfer, membre du conseil d'administration de la Stiftung Familienunternehmen (Fondation pour les entreprises familiales), estime qu'une forme juridique distincte est inutile. Il déclare au journal allemand Handelsblatt : « Les entreprises familiales ne se cachent pas dans l'anonymat des marchés financiers, mais défendent depuis des générations une propriété responsable. » Une nouvelle forme juridique créerait plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait. Les défenseurs de la propriété responsable ne se laissent cependant pas convaincre. L'une des raisons en est que la propriété responsable peut s'appliquer à n'importe quel secteur de l'économie. « L'agriculture en est un exemple de choix », explique Gregor Ernst, de la fondation Stiftung Verantwortungseigentum. « L'intérêt dans ce secteur agricole est de soustraire les terres agricoles à la spéculation et de rendre l'activité attrayante pour d'éventuels successeurs, qui peuvent intervenir en tant que fiduciaires et la façonner librement, mais ne peuvent pas vendre la propriété pour leur compte propre ».

Un mouvement pour toute l'Europe

En Europe, avec les « CIC » (Community Interest Companies) au Royaume Uni et « l'entreprise à mission » en France, il existe déjà des efforts similaires à ceux de la fondation Stiftung Verantwortungseigentum en Allemagne. Au Danemark, la possibilité d'ancrer légalement la propriété responsable est déjà réglementée dans le droit des fondations. Pour le personnel, cette forme de gouvernance d'entreprise peut être très avantageuse. Les droits de codétermination du personnel des entités institutionnalisées demeurent inchangés. Des études ont également montré que la prise de responsabilité entraîne une plus grande satisfaction du personnel. « Ils démissionnent moins souvent et restent plus longtemps dans l'entreprise comme le révèlent les études du professeur Stehen Thomsen de la Copenhagen Business School », déclare Gregor Ernst, « et d'une certaine manière, c'est une évidence dont le personnel est conscient : il ne travaille pas pour accroître la valeur de l'entreprise pour les actionnaires mais pour le développement de l'entreprise. » ness School", says Gregor Ernst, "and in fact, it's fairly obvious because employees in these companies know that they work for the development of the company, rather than the shareholder value.

MAGAZINE

ADRESSE

Publication
EZA – Centre Européen pour les Travailleurs
Johannes-Albers-Allee 2, 53639 Königswinter
Tel. +49 - 22 23 - 29 98 - 0
Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22
E-Mail: eza@eza.org
www.eza.org

Rédaction
Sigrid Schraml, Lukas Fleischmann (rédacteur responsable), Luc Van den Brande, Mon Verrydt

Conception éditoriale et graphisme
Sofia Wunderling, 40227 Düsseldorf
wunderling.myportfolio.com

Photos
EZA/Lukas Fleischmann, Shutterstock, EC AV Service, Gregor Ernst

Mode de parution
Trois numéros par an
Cette publication est réalisée avec l'aide financière de l'Union européenne.